

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 29 septembre 2021
(Convocation du 22 septembre 2021)

Aujourd'hui, le vingt-neuf septembre deux mille vingt et un à 14h, le comité syndical dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence conformément à l'article 6 de l'Ordonnance n°2020-391 du 1^{er} avril 2020, sous la présidence de Monsieur Paul Carrère

Conseillers en exercice	
• Nombre	53
• Voix	322
Présents	
• Nombre	36
• Voix	233
Pouvoirs	
• Nombre	4
• Voix	17
Majorité simple selon article 11.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour	
• Nombre	40
• Voix	250
Contre	
• Nombre	0
• Voix	0
Abstention	
• Nombre	0
• Voix	0

Etaient présents :

- Pour les Départements membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Antier, Nathalie Barrouillet, Agathe Bourretère, Dominique Degos, Céline Salles, Véronique Thirault, Jean Arriubergé, Pierre Brau-Nogué, Paul Carrère, Thierry Carrère, Damien Delavoie, Bernard Poublan, Frédéric Ré, Marc Saint-Estevan, Bernard Verdier
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Bernard Kruzynski
- Pour les communautés de communes membres : Mesdames et Messieurs Isabelle Cazalis, Christine Fournadet, Jean-Yves Arrestat, Philippe Baron, Francis Betbeder, Philippe Brethes, Pierre Cazères, Jean-Emmanuel Dargelos, Denis Lanusse, Patrick Maunas, Laurent Nolibois, Christophe Pugnetti, Jean-Pierre Rémy,
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Daniel Arribère, Michel Chanut, Jean-Jacques Dané, Christian Ducos, Bernard Labadie, Antoine Lequertier, Bernard Lougarot

Etaient excusés et avaient donné procuration :

- Pour les Départements membres : Monsieur Xavier Fortinon
- Pour les communautés de communes membres : Madame et Messieurs Pascale Réquenna, Didier Gaugeacq, Jean-Michel Le Bihan

Etaient excusés :

- Pour les Départements membres : Messieurs Gérard Castet, René Castets, Francis Dupouey, Charles Pelanne
- Pour la Région membre : Monsieur Alain Rousset
- Pour les communautés d'agglomérations membres : Monsieur Philippe Castel
- Pour les communautés de communes membres : Messieurs Philippe Castets, Michel Cuyaubé, Pierre Lajus, Philippe Latry, Jean-Marc Lescoute
- Pour les syndicats mixtes membres : Messieurs Michel Bareyt, Didier Sakellarides

Secrétaire de séance : Céline Salles

**OBJET : Affaires générales / Présentation du rapport du délégataire pour l'année 2020****Exposé des motifs :**

Sur la base des rapports annuels produits par le délégataire assurant la gestion de certains ouvrages de soutien d'étiage de l'EPTB (article 52 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016), les services procèdent à la présentation en assemblée plénière de la gestion des contrats de service public délégués par la collectivité :

- Concession de service public Adour moyen et affluents, Midour-Douze - 2019-2023
- Délégation de service public Bouès - 2014-2023
- Concession Arros-Estéous - 1993-2023

Dans le cadre de ces contrats d'exploitation, le délégataire intervient sur plusieurs missions :

- Surveillance et entretien des ouvrages (réservoirs, stations pour les transferts ou les remplissages, stations hydrométriques de mesure des débits)
- Réalisation des visites et élaboration des rapports relevant de la réglementation sur la sécurité des ouvrages hydrauliques
- Gestion des eaux (période d'étiage et période de crues)
- Gestion des contrats avec les bénéficiaires
- Gestion financière du contrat.

Une note de synthèse jointe en annexe présente les ouvrages concernés sur chaque bassin versant réalimenté, les principales interventions du délégataire en 2020, des éléments de gestion des eaux et les principaux indicateurs financiers.

SOUS-BASSINS DE LA NOUVELLE CSP	CRAE 2020					Evol./N-1	CRAE 2019	COMPTE PREVISIONNEL CSP 2019-2023	CRAE 2018
	MIDOUR DOUZE	MOYEN ADOUR	LUYS	LOUTS	GABAS				
TOTAL DES PRODUITS	1 623 470 €					12%	1 449 757 €	1 479 591 €	1 286 856 €
TOTAL DES CHARGES	1 568 840 €					9%	1 437 667 €	1 481 441 €	1 275 545 €
REVERSION	374 821 €					28%	293 311 €	283 153 €	274 622 €
dont part fixe	258 405 €						255 341 €	255 341 €	
dont part variable 1	25 605 €						17 859 €	24 849 €	
dont part variable 2	64 350 €						15 733 €	2 963 €	
dont dépassement	26 461 €						4 378 €	0 €	

BOUES	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	60 706 €	55 597 €	78 349 €
TOTAL DES CHARGES	47 039 €	44 605 €	42 116 €
REVERSION	826 €	795 €	787 €

ARROS - ESTEOUS	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	359 564 €	271 587 €	285 106 €
TOTAL DES CHARGES	263 099 €	189 095 €	224 997 €
REVERSION	0 €	0 €	0 €

LE COMITE SYNDICAL

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.



En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

DECIDE

Article 1

- D'approuver les rapports annuels du délégataire relatifs à la concession de service public « sous bassins Adour et affluents rive gauche, Midour-Douze », à la délégation de service public du « sous bassin du Bouès » et à la concession des « sous-bassins Arros-Estéous »

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 29 septembre 2021 à Mont-de-Marsan,

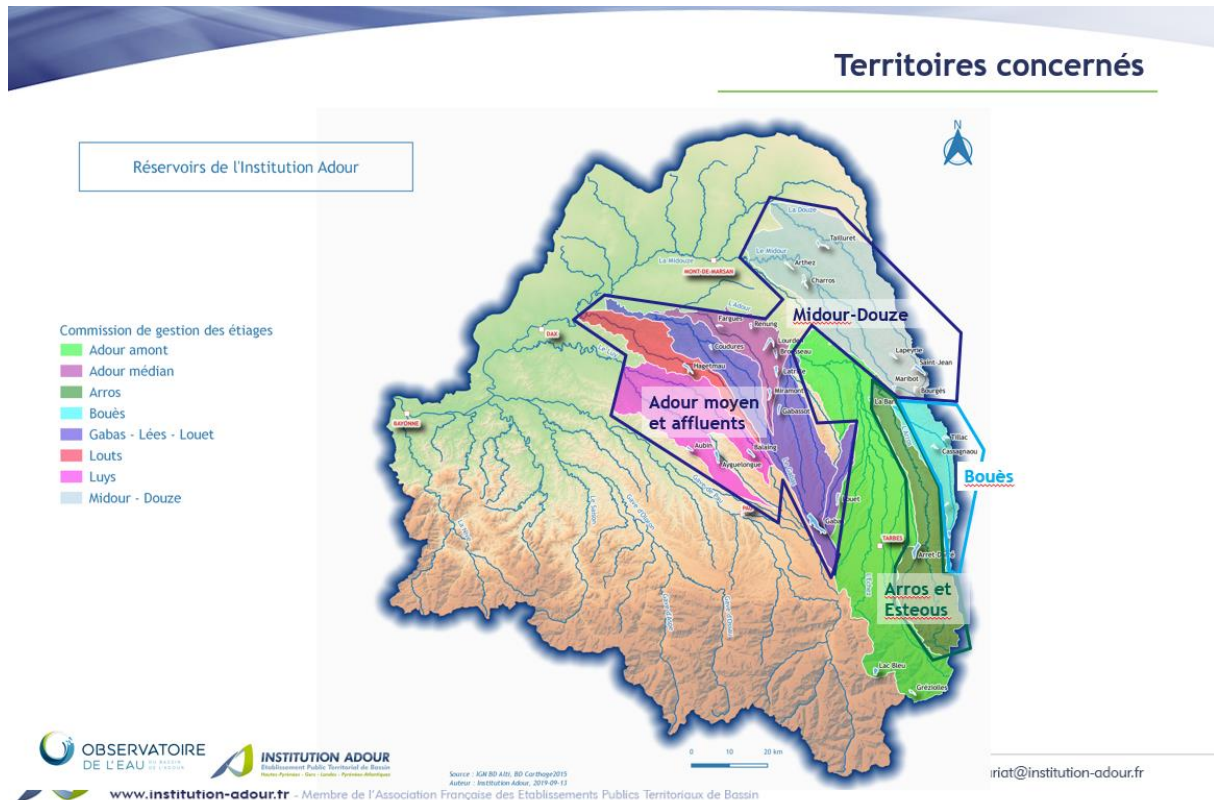
Le Président,

Paul CARRERE

Note de présentation des rapports annuels de gestion de délégation de service public des réservoirs de soutien d'été

Territoires concernés et contrats correspondants

- Concession de service public Adour moyen et affluents, Midour-Douze - 2019-2023
- Délégation de service public Bouès - 2014-2023
- Concession Arros-Estéous - 1993-2023



Ouvrages

- Réservoirs de soutien d'été :
 - Louet : Louet
 - Gabas : Gabas, Coudures,
 - Bahu : Miramont
 - Moyen Adour : Latrille, Brousseau, Lourden, Renung, Fargues
 - Louts : Hagetmau
 - Luys : Ayguelongue, Balaing
 - Midou(r) : Maribot, Bourgès, Lapeyrie, Charros, Arthez
 - Douze : Saint-Jean, Tailluret, Cavaré, Bougnères
 - Bouès : Tillac, Cassagnaou
 - Arros : Arrêt-Darré
- Dispositifs de transfert : réalimentations de l'Estéous, des Lees et du Bas
- Dispositifs pour le remplissage complémentaire des lacs : Tillac, Maribot, Arthez
- Stations hydrométriques (mesure de débits en rivière) sur tous les axes réalimentés



Principales interventions sur les ouvrages en 2020

- ❖ Exemples de travaux maintenance/renouvellement :
 - Arthez : renouvellement de l'armoire électrique
 - Saint Jean : hydrocurage des drains
 - Balaing et Gabas : reprise du revêtement de la conduite de vidange
 - Brousseau : inspection caméra de la conduite de vidange
 - Station de pompage du Gabas : contrôle et requalification de la cuve antibélier Charlatte - remplacement des démarreurs
 - Louet : réfection des piézomètres en rive gauche de l'évacuateur de crues (EVC)
 - Lourden : enlèvement de troncs sur le parement amont
 - Arrêt-Darré : réparation de la tige de commande de la vanne de restitution et renouvellement du système d'accès au puits intérieur de la tour tulipe
 - Tillac et Cassagnaou : contrôle subaquatique des prises d'eau des deux lacs
- ❖ Visites de contrôle, rapports techniques réglementaires de suivi du barrage (surveillance, auscultation, visite technique approfondie,) + visites pendant et post crues décembre 2020
- ❖ Interventions courantes :
 - Entretien de la végétation
 - Maintenance des échelles limnimétriques
 - Nettoyage des évacuateurs de crues
 - Dépannage du fonctionnement des vannes, dispositifs de mesures de débit, télémesure et télégestion
 - Toutes les stations hydrométriques : entretien des sections et dépannages/suivi des dispositifs de mesures

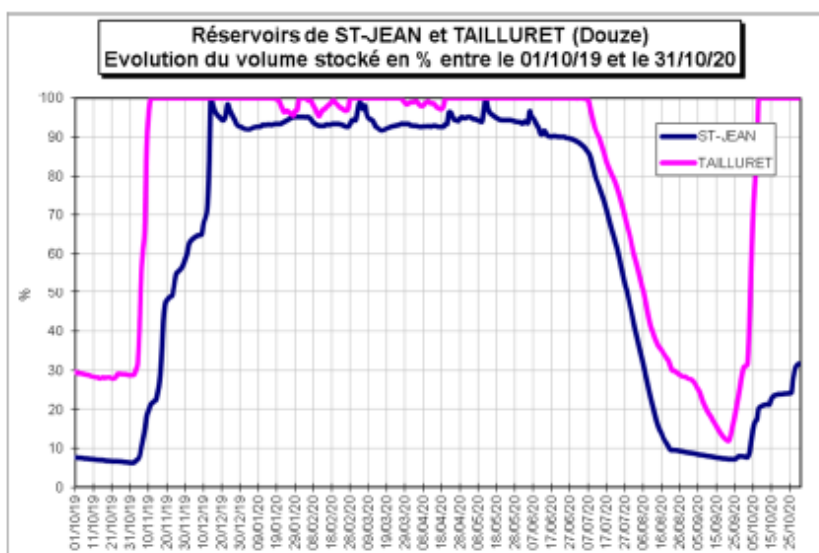
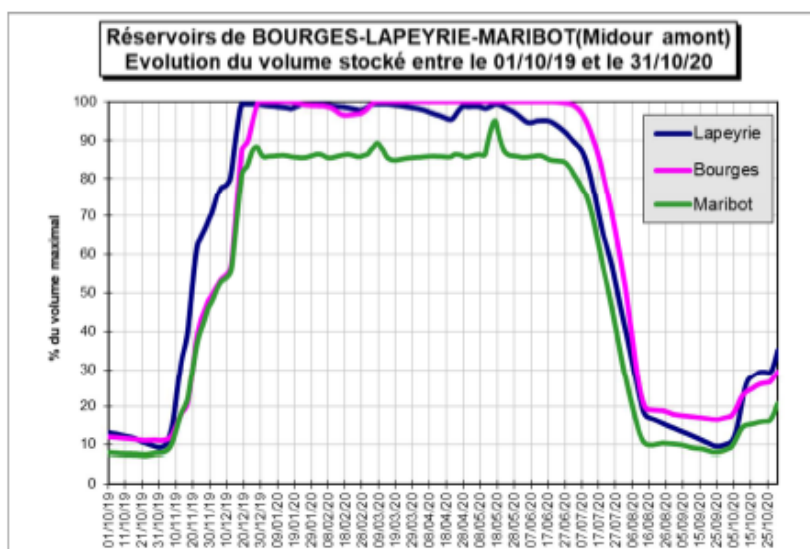
Gestion des eaux

	CSP Adour moyen et Midou-Douze	CSP Arros-Estéous	DSP Bouès
Volumes utiles maximum des ouvrages gérés (Mm ³)	57,3	10	1,6
Volumes disponibles gérés en 2020 (Mm ³)	56,9	10	1,6

Animation territoriale :

- une commission de gestion (réunissant les représentants des usagers et partenaires institutionnels) par axe réalimenté avant la campagne de soutien (printemps), organisée par l'Institution Adour, pour faire un état des remplissages et tracer les perspectives des besoins des différents usages, et notamment en fonction des assolements et dates de semis,
- nombreux échanges entre l'IA et/ou la CACG et les représentants des préleveurs par secteurs (dont envois SMS d'information),
- réunions des commissions de gestion en période de soutien sur les sous-bassins les plus déficitaires (Midour 32 et Douze 32, Bahus, Louet, Adour amont) pour faire des points réguliers sur la situation hydroclimatique et décider des gestion tactique à court terme et gestion stratégique à moyen terme,
- participation aux réunions départementales de point sur l'étiage organisées par les services de l'Etat.

- Exemples du Midour et de la Douze gersois :



- Remplissage complet des retenues durant l'hiver 2019-2020 (hors Maribot et Saint-Jean - contraintes techniques et réglementaires)
- Gestion adaptée par l'obtention de la signature d'un arrêté interpréfectoral le 23/07/2020, qui introduit 2 valeurs seuils de gestion et une tolérance sur le nombre de jours de sous-passement, afin de gérer plus finement et efficacement les ressources stockées et pouvoir réalimenter le plus longtemps possible
- Commission de gestion de mi-campagne le 29/07/2020 - fins de réalimentation le 10/08/2020 (Midour 32) et le 20/08/2020 (Douze 32)

Gestion des clients

	CSP Adour moyen et Midour-Douze	CSP Arros-Estéous	DSP Bouès
Nombre de contrats	848	291	90



Éléments financiers de l'exploitation 2020

Présentation synthétique des rapports financiers de l'exploitation de l'année 2020

SOUS-BASSINS DE LA NOUVELLE CSP	CRAE 2020					Evol./N-1	CRAE 2019	COMPTE PREVISIONNEL CSP 2019-2023	CRAE 2018
	MIDOUR DOUZE	MOYEN ADOUR	LUYS	LOUTS	GABAS				
TOTAL DES PRODUITS	1 623 470 €					12%	1 449 757 €	1 479 591 €	1 286 856 €
TOTAL DES CHARGES	1 568 840 €					9%	1 437 667 €	1 481 441 €	1 275 545 €
REVERSION	374 821 €					28%	293 311 €	283 153 €	274 622 €
dont part fixe	258 405 €						255 341 €	255 341 €	
dont part variable 1	25 605 €						17 859 €	24 849 €	
dont part variable 2	64 350 €						15 733 €	2 963 €	
dont dépassement	26 461 €						4 378 €	0 €	

BOUES	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	60 706 €	55 597 €	78 349 €
TOTAL DES CHARGES	47 039 €	44 605 €	42 116 €
REVERSION	826 €	795 €	787 €

ARROS - ESTEIOUS	CRAE 2020	CRAE 2019	CRAE 2018
TOTAL DES PRODUITS	359 564 €	271 587 €	285 106 €
TOTAL DES CHARGES	263 099 €	189 095 €	224 997 €
REVERSION	0 €	0 €	0 €

① Rapport financier de la CSP des sous-bassins Moyen Adour et affluents, Midour et Douze

La seconde année de gestion de cette nouvelle CSP fait apparaître un excédent d'exploitation et le versement d'une réversion d'un montant de 374 821 € (+28 %) pour le compte de l'Institution Adour.

PRODUITS :

En augmentation de 12 %

Cet écart s'explique dans le détail par :

- la **part fixe** en progression de 1,6 % sur le compte d'exploitation prévisionnel.
Cette hausse s'explique principalement par l'actualisation des prix prévue par les formules indiciaires du contrat (+ 1,2 % en 2020),
- la **part variable totale** en progression de 55 % versus le prévisionnel.
Son niveau est à mettre en relation avec l'été sec 2020 qui a entraîné des besoins d'irrigation importants et une augmentation de l'utilisation des quotas.
A l'échelle du périmètre, la consommation moyenne des quotas s'établit à 63,5 % en 2020 contre 45 % en 2019.

Focus sur décomposition de la part variable :

- part variable 1 (facturation des volumes consommés entre 0 et 60 % du quota),
- part variable 2 (facturation des volumes consommés entre 60 et 100 % du quota),
- une consommation hors quota d'environ 150 000 m³ (0,75% des volumes consommés en 2020)

Ces résultats confirment que les besoins en eau 2020 ont été importants et que l'utilisation des quotas a progressé malgré le coût plus élevé des m³ consommés dans la tranche 60 à 100 %.

Toutefois, au cours de cette campagne particulièrement sèche, la part des volumes consommés en dépassement des quotas est restée limitée.

CHARGES :

En augmentation de 9 %

Il convient de nuancer ces chiffres car les charges affectées au contrat, **hors réversion**, d'un montant de 1 194 k€ sont stables et conformes au compte d'exploitation prévisionnel (1 198 k€).

Dans le détail :

- **Energie électrique : - 13,7 %**
La consommation totale est en baisse et le coût moyen du kWh est resté stable.
Les principales stations consommatrices, GABAS transfert et COUDURES réalimentation, ont vu leur consommation baisser, contrairement au barrage du LOUET en raison de la mise en service fin 2019 de déshumidificateurs permettant d'assainir la galerie.
- **Sous-traitance : - 2,2 %.**
Ces dépenses concernent principalement l'entretien annuel de la végétation des barrages.
Ce poste de dépense, relativement stable à 75 k€/an, a fait l'objet en 2020 d'un renouvellement du marché qui a permis de sécuriser les prix pour 4 ans tout en précisant le cahier des charges des prestations. Toutefois, ce poste pourrait être amené à progresser car des besoins d'entretien ponctuels sont apparus sur certains ouvrages.
- **Services extérieurs :** principalement les frais de contrôles réglementaires des installations.
Les dépenses de ce poste en 2020 (8000 €) sont surévaluées de 3000 € car les factures 2019 de contrôles des lacs du Midour Douze, Gabas, Moyen Adour ont été comptabilisées sur l'exercice 2020, ce décalage s'expliquant par un retard de facturation du fournisseur.



- **Charges de personnel : + 14 %**

Cette évolution s'explique par un travail de fond réalisé sur le premier trimestre 2020 pour créer les indicateurs et adapter le formalisme du RAD 2019 aux obligations contractuelles de la CSP. L'implémentation de ce document a nécessité la mobilisation de toutes les équipes CACG en lien avec l'exécution de ce contrat.

- **Provisions :** les provisions de maintenance et de renouvellement apparaissent dans le compte de résultat annuel à hauteur du montant moyen annuel estimé dans le contrat. Toutefois leur usage effectif fait l'objet d'un tableau de bord dédié, rigoureusement suivi.

Maintenance et renouvellement	2020	Pour rappel : 2019
Provisions annuelles contractuelles	369 058 €	369 058 €
Reprises sur provisions *	379 499 €	220 303 €
Report de provisions	- 10 441€	148 755 €

* Ces reprises correspondent à la part de l'enveloppe consommée pour la réalisation des travaux de maintenance et de renouvellement au cours de l'année.

En 2020, les provisions de maintenance et de renouvellement ont été réalisées à hauteur du montant moyen annuel estimé dans le contrat.

Le suivi et les relances clients ont permis de limiter les provisions pour créances douteuses au titre de l'exercice 2019 à **729 €** (montant non significatif à l'échelle du chiffre d'affaires généré par le contrat).

REVERSION 2020 :

Montant de 374 821 €.

En progression de 28 % (+ 81 k€)

Cet écart s'explique par des facturations de produits et services de distribution d'eau dans les tranches part variable 2 (consommation entre 60 et 100% du quota) et dépassement (consommation hors quota) bénéficiant respectivement d'un taux de réversion de 50% et 100% des montants appelés.

CONCLUSION :

L'année 2020, constitue la deuxième année d'exécution du contrat elle est marquée par :

- une progression des produits en lien avec les conditions sèches de l'année et une consommation des quotas supérieures à la moyenne annuelle,
- la maîtrise des charges de production du contrat (hors réversion),
- une mobilisation des équipes pour réaliser le plan de maintenance et de renouvellement à hauteur des enveloppes budgétaires,
- une affectation de moyens humains supplémentaires pour amender le rapport annuel du délégataire, créer et suivre de nouveaux indicateurs de pilotage du contrat.

Au final, l'équilibre financier de la CSP est atteint pour la deuxième année consécutive conformément au budget prévisionnel initial.

Au-delà des missions relevant des contrats, il faut souligner le travail collaboratif avec la CACG pour solliciter la mise à plat réglementaire et l'uniformisation des textes qui régissent la gestion de nos ouvrages, comme demandé lors de chaque réunion interpréfectorale tenue depuis 2 ans. Le double objectif est de mettre en place un cadre de gestion cohérent à l'échelle du bassin, permettant une gestion plus efficace des ressources stockées pour réalimenter les rivières le plus longtemps possible en fin de saison, le tout dans un cadre juridique sécurisé pour éviter les contentieux ; il s'agit de pérenniser la gestion de nos réservoirs.

② Rapport financier de la DSP Bouès :

Le résultat de l'exploitation 2020 est positif comme en 2019.

PRODUITS :

En augmentation de 9 %

Ceci s'explique par l'augmentation de la provision de maintenance, dont le montant est égal aux travaux de maintenance réalisés et une légère hausse des produits du service en lien avec l'actualisation tarifaire.

CHARGES :

En augmentation de 5 %

- **Energie électrique** : augmentation en lien avec l'utilisation de la station de pompage de réalimentation du lac de Tillac.
- **Travaux de maintenance** : ce montant est remonté au-dessus de la moyenne de la maintenance habituelle réalisée. Cette augmentation s'explique par les deux contrôles subaquatiques réalisés en 2020.

Le taux de maintenance 2020 (IP3) (travaux de maintenance/total charge) est de 22%.

L'indicateur du cumul de la maintenance depuis le début de la DSP (2014), noté IP4, est de 60 836,37 €.

③ Rapport financier de la Concession Arros-Estéous :

Le résultat de l'exploitation 2020 est en augmentation de 23%, cette évolution s'expliquant par une progression des produits d'exploitation de service de 16 k€.

PRODUITS :

Les produits d'exploitation de service sont en progression de + 7.5 % en lien avec la progression de l'indice tarifaire, la consommation importante de l'année (75,8 % du quota) et les 12 dépassements de prélèvement.

Le total des produits est quant à lui en hausse de 32% en raison d'une augmentation importante de la reprise sur provision des travaux de maintenance (*en lien avec le montant important des travaux de maintenance : renouvellement du système d'accès au puits de la tour tulipe*).

CHARGES :

En augmentation de 39 %

Ceci s'explique essentiellement par l'augmentation des travaux de maintenance (opération importante concernant le renouvellement du système d'accès au puits de la tour tulipe), ainsi que par :

- **Energie électrique** : augmentation du volume à transférer sur l'Estéous en lien avec les conditions climatiques estivales sèches.
- **Sous-Traitance** : entretien annuel de la végétation. En 2020, malgré la mise en place d'un éco-pâturage sur le lac, un entretien mécanique complémentaire a été nécessaire.
- **Frais de contrôle** : augmentation en lien avec la réalisation du rapport d'auscultation et le décalage d'une campagne topométrique sur l'année 2020.

N.B. : Programme contractuel d'investissements et renouvellement/maintenance de ces deux contrats :

Il n'a pas été défini de programme d'investissement et de renouvellement. Seul un montant alloué à la maintenance a été déterminé sur les principes de la gestion du patrimoine de l'Etat.

La dotation à la provision de maintenance (garantie de continuité de service) nécessaire au renouvellement du matériel est calculée au regard de l'investissement initial et calée sur un montant prévisionnel de maintenance.

La CACG est soumise à l'instruction comptable du 5 février 2008 qui lui impose de définir des plans quinquennaux de maintenance pour reprendre la provision préalablement établie (= programme contractuel de travaux de maintenance) au titre de l'instruction comptable du 9 décembre 1982.

Ainsi, a été établi, conformément aux fourchettes de bon entretien édicté par l'Etat, un plan de maintenance avec un montant de maintenance lissé sur 5 ans.

Rappel du schéma d'organisation à compter de 2024 :

Il est rappelé que ces trois contrats de service public courent jusqu'en 2023, et que le schéma prévisionnel à compter de 2024, envisagé dans la précédente mandature, est de fusionner la gestion de l'ensemble des réservoirs de soutien d'étiage en un seul contrat englobant également le territoire de l'Adour amont (en prestations de service jusqu'en 2023) dans un but de mutualisation des coûts et d'uniformisation tarifaire.

